



## Nous avons évité le pire, Gagnons maintenant le meilleur par la mobilisation !

*Pour l'abrogation de la loi retraites, les salaires, les services publics*

**Toutes et tous en grève et dans les manifestations**

**le mardi 1<sup>er</sup> octobre 2024**

La mobilisation syndicale et citoyenne a permis de **battre, dans la rue comme dans les urnes, l'extrême droite et ses alliés**. Elle a aussi permis d'infliger une **sanction à Emmanuel Macron**, confirmant l'exigence portée par les citoyen·nes et le monde du travail d'une rupture complète avec sa politique, se traduisant en premier lieu par l'abrogation de la réforme des retraites.

En refusant de nommer une Première ministre porteuse du programme du Nouveau Front Populaire, arrivé en tête aux élections, force est de constater qu'Emmanuel Macron refuse d'entendre cette expression populaire et continue sa stratégie du chaos.

La nomination de Michel Barnier, qui est issu des Républicains (LR), parti politique arrivé en dernière position lors des élections législatives, et qui est un chantre de la retraite à 65 ans est un **véritable déni de démocratie**.

Cette nomination confirme l'existence d'une complicité entre Emmanuel Macron et le RN, qui ne censurerait pas, à ce stade, le nouveau gouvernement. La nomination de Michel Barnier confirme aussi la volonté d'aller toujours plus loin dans la mise en œuvre de politiques au service du capital, des classes sociales les plus riches, des actionnaires, des marchés financiers, des organisations patronales et plus particulièrement du Medef.

**Le 7 septembre de premières manifestations importantes ont eu lieu contre le coup de force d'Emmanuel Macron. De nouvelles sont prévues à l'appel des organisations de jeunesse le 21 Septembre. La CGT-INRAE invite les personnels à s'en saisir.**

Le gouvernement « démissionnaire », soi-disant destiné à expédier les « affaires courantes » a en réalité poursuivi sa politique ultralibérale, comme l'« Acte 2 de l'autonomie des Universités » plaçant les organismes de recherches (INRAE, CNRS...) sous la coupe d'universités « chefs de file », et a préparé un budget d'austérité renforcé.

Le plafond prévisionnel des dépenses pour 2025 de la Mission interministérielle « recherche et enseignement supérieur », dont dépend le budget de l'INRAE, n'atteindrait ainsi que 31,3 Md€ contre 31,8 Md€ en 2024, soit 500 M€ de moins, et ce sans compter l'inflation ! C'est la même **purge budgétaire d'une ampleur sans précédent, avec une amputation drastique des crédits**, qui est promise pour tous les services publics : Éducation Nationale, hôpitaux, systèmes de sécurité et de protection sociale... si le gouvernement Macron-Barnier continue.

**Le 1<sup>er</sup> octobre marque le début des discussions sur le budget de l'État et de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale. Face au déficit généré par les cadeaux fiscaux faits en continu au patronat, ce ne sont pas les dépenses qu'il faut réduire, mais les recettes qu'il faut augmenter**, tout le contraire de la politique d'Emmanuel Macron ! **C'est le moment de faire qu'enfin les plus riches et les multinationales, dont les profits explosent, soient taxés pour financer nos services publics, la justice sociale et environnementale.** C'est le moment de gagner l'abrogation de la réforme des retraites !


**C'est donc maintenant qu'il faut peser et gagner.** Ce ne sera possible que par un rapport de force clair et massif, regroupant forces syndicales et politiques, afin que de premières réponses soient apportées à l'urgence sociale, à commencer par :

- L'abrogation de la réforme des régimes de retraite et le retour à la retraite à 60 ans ;
- L'augmentation des traitements, des salaires, des pensions, des retraites, avec une hausse immédiate d'au moins 10% de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation ;
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- la création des milliers de postes statutaires nécessaires dans la Fonction Publique dans toutes les catégories, et la titularisation des CDDs sur fonctions pérennes.

La CGT-INRAE vous invite à en débattre dans les unités et services, et en Assemblées générales pour préparer la grève et les manifestations du mardi 1er octobre prochain. Consciente qu'il sera nécessaire de porter la bataille à un niveau supérieur, la CGT a déposé un [préavis de grève](#) pour toute la Fonction Publique couvrant la période du 19 septembre au 31 Octobre.



**Elections professionnelles de l'INRAE :**  
**du 3 au 10 octobre 2024,**  
**CA / Conseil de Gestion DCSDAR / Conseils des Départements...**  
**votez, faites voter pour les candidat-es CGT**  
**Et [syndiquez-vous](#) !**



**la cgt**  
**INRAE**

Bulletin d'adhésion à retourner  
à la CGT-INRAE

Porte de Saint-Cyr, RD 10,  
78210 Saint-Cyr l'École  
ou [cgt@inrae.fr](mailto:cgt@inrae.fr)

Centre INRAE : .....

Qualité (M. ou Mme) : ..... NOM : .....

Prénom : ..... Date de naissance : ...../...../.....

Corps : ..... Grade : .....

E-mail : .....



**Ensemble, nous pouvons faire entendre nos voix  
et défendre nos conditions de travail !**